

Moins de la moitié des bénéficiaires du RSA du Cher sont inscrits à France Travail fin décembre 2024

Fin décembre 2024, avant la mise en œuvre de la Loi pour le plein emploi entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2025, 9 850 bénéficiaires du revenu de solidarité active résident dans le Cher, soit 14,4 % de l'ensemble des bénéficiaires du RSA de Centre-Val de Loire. Moins de la moitié d'entre eux sont inscrits comme demandeurs d'emploi à France Travail. Cette inscription des bénéficiaires du RSA varie en fonction de leurs caractéristiques socio-démographiques : les hommes sont plus souvent inscrits à France Travail, tout comme les personnes sans enfants à charge. La moitié des foyers allocataires du RSA sont constitués d'une personne seule. La part des familles monoparentales bénéficiant du revenu de solidarité active est également élevée, en particulier dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

9 850 bénéficiaires du RSA dans le Cher

Au 31 décembre 2024, avant la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2025, 9 850 **bénéficiaires du RSA** résident dans le Cher. Parmi eux, 5,4 % ont moins de 25 ans (4,8 % en Centre-Val de Loire). Les bénéficiaires du RSA du département représentent 14,4 % de l'ensemble des bénéficiaires de la région Centre-Val de Loire. Cette proportion est plus élevée que celle des habitants du département âgés de 25 à 64 ans par rapport à l'ensemble de la région (11,5 %). Dans le Cher, les bénéficiaires du RSA ont perçu en moyenne 593 € par mois, soit 15 € de plus qu'en Centre-Val de Loire. Ce montant varie en fonction de la composition et des ressources du foyer, entraînant des écarts entre les territoires.

Moins de la moitié des bénéficiaires du RSA sont inscrits comme demandeurs d'emploi à France Travail

Moins de la moitié des bénéficiaires du RSA (43,7 %) résidant dans le Cher sont déjà inscrits à France Travail fin décembre 2024.

Ni la perception du RSA, ni l'inscription à France Travail n'impliquent une absence totale d'activité professionnelle. Parmi l'ensemble des inscrits à France Travail, les bénéficiaires du RSA sont moins souvent en emploi que les non bénéficiaires. En effet, dans le département, trois quarts (75,1 %) des bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail le sont en **catégorie A**, contre moins de la moitié (49,1 %) pour l'ensemble des inscrits à France Travail ► **figure 1**. Réciproquement, les bénéficiaires du RSA sont nettement moins nombreux (5,9 % contre 26,2 %) à être inscrits en catégorie C (activité réduite de plus de 78 heures par mois).

À l'échelle des territoires de compétences des comités locaux pour l'emploi (CLPE), c'est dans celui de Vierzon que la part

d'inscrits à France Travail au 31 décembre 2024 parmi les bénéficiaires du RSA est plus élevée (52,7 %) ► **figure 2**. Cette part est inférieure à la moyenne régionale dans les CLPE de Bourges (40,1 %) et de Saint-Amand-Montrond (43,3 %). Pour sa part, le bassin de Saint-Amand-Montrond a participé à partir de mars 2024 à l'expérimentation du RSA rénové préalable à la mise en œuvre de la Loi pour le plein emploi.

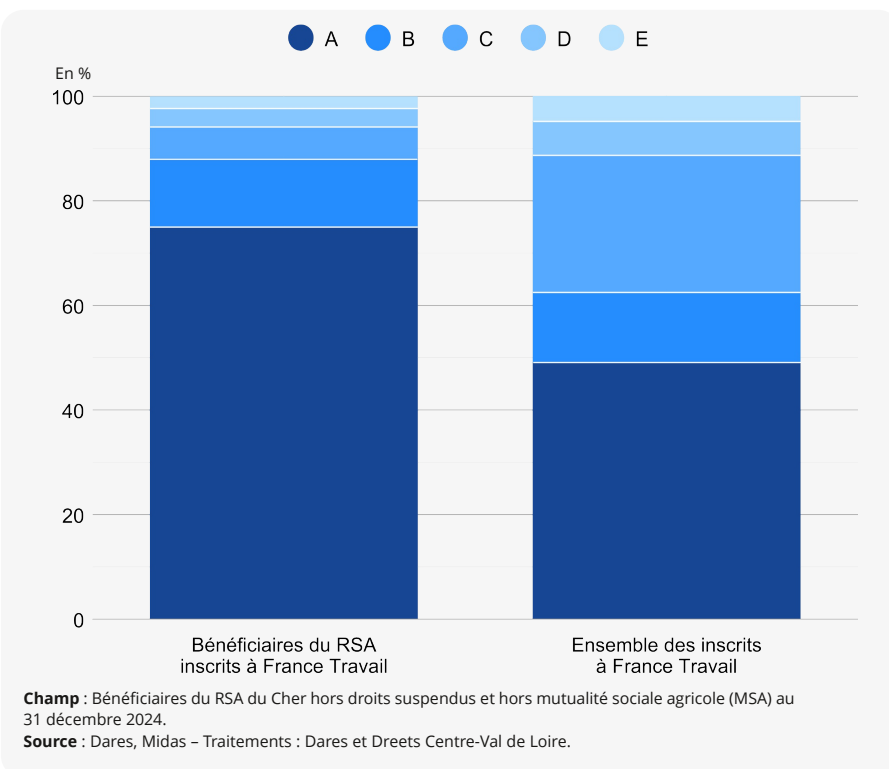
Une inscription à France Travail moins fréquente quand les bénéficiaires du RSA ont des enfants

Au-delà de ces écarts entre territoires, la part d'inscrits à France Travail parmi les bénéficiaires du RSA dépend aussi fortement des caractéristiques des

bénéficiaires du RSA. Certaines catégories de bénéficiaires du RSA rencontrent en effet plus de freins à la recherche d'un emploi ; ce qui peut entraîner une moindre inscription à France Travail. Ainsi, dans le Cher, les femmes bénéficiaires du RSA sont moins fréquemment inscrites à France Travail que les hommes (40,2 % contre 47,5 %) ► **figure 3**. Par ailleurs, après 25 ans, cette part d'inscription diminue légèrement avec l'âge jusqu'à 60 ans puis baisse plus fortement au-delà (quatorze points).

S'agissant de la situation familiale, les bénéficiaires du RSA en couple sont moins souvent inscrits à France Travail que les autres. Cette inscription diminue également lorsque le nombre d'enfants augmente : 49,3 % des bénéficiaires du RSA sans enfant à charge sont inscrits à

► 1. Catégorie d'inscription à France Travail des bénéficiaires du RSA par rapport à l'ensemble des inscrits à France Travail dans le Cher



France Travail contre 32,0 % parmi ceux ayant trois enfants ou plus.

L'inscription à France Travail varie aussi en fonction des caractéristiques sociales des bénéficiaires du RSA et du niveau de qualification de l'emploi qu'ils recherchent. La propension à s'inscrire augmente avec le niveau de diplôme ► **figure 4**. En effet, les bénéficiaires du RSA détenteurs d'un diplôme sont plus enclins à rechercher un emploi qui sera rémunérateur au-delà des prestations sociales ; ce qui les incite à s'inscrire à France Travail. Les trois quarts (72 %) des détenteurs d'un diplôme de niveau bac+3 ou plus sont inscrits au 31 décembre 2024 contre plus de la moitié (53 %) pour les peu ou pas diplômés. De même, l'inscription à France Travail est plus fréquente lorsque le bénéficiaire du RSA recherche un emploi avec un haut niveau de qualification. Dans le département, près de sept bénéficiaires du RSA recherchant un emploi de niveau cadre ou profession intermédiaire sur dix (68 %) sont inscrits à France Travail, contre moins de six sur dix parmi ceux qui recherchent un emploi d'ouvrier non qualifié (55 %).

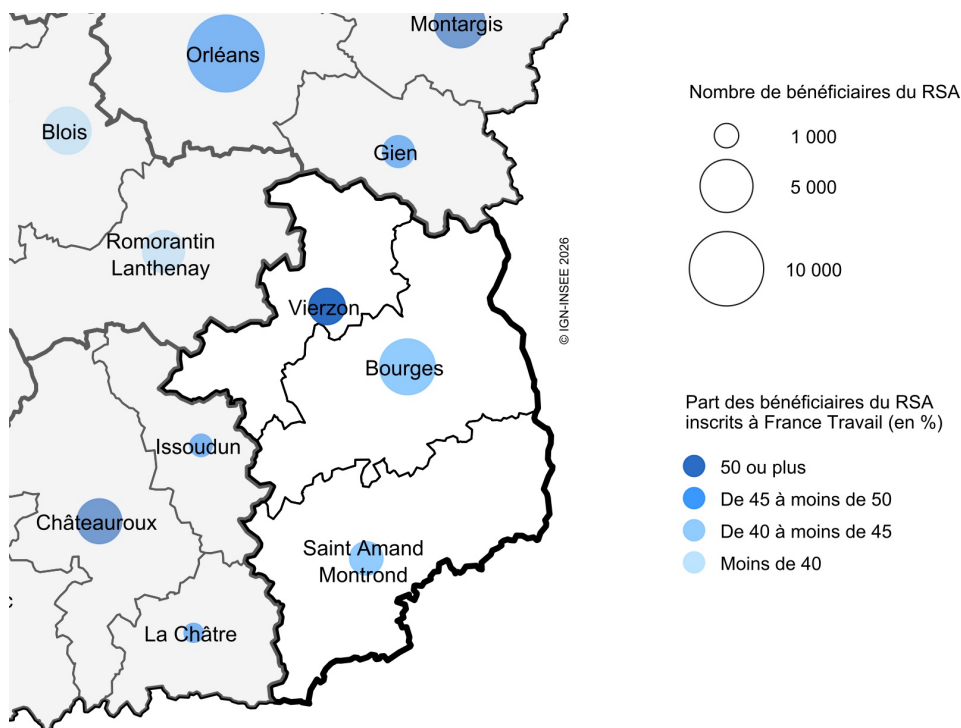
Plus de la moitié des foyers allocataires du RSA sont des personnes seules

Dans le Cher, 54,0 % des **foyers allocataires du RSA** sont constitués d'une personne seule fin décembre 2024, alors que celles-ci comptent pour 40,1 % des ménages du département. Parmi ces personnes seules allocataires du RSA, les femmes sont moins nombreuses (31,2 %), alors qu'elles représentent 43,9 % de l'ensemble des personnes seules âgées de 25 à 64 ans du département. Les familles monoparentales sont, elles aussi, plus fréquentes parmi les bénéficiaires du RSA. Elles représentent un tiers des foyers allocataires du RSA, contre seulement 8,8 % de l'ensemble de la population. Contrairement aux personnes seules, le parent est plus souvent une femme au sein des foyers allocataires du RSA que dans l'ensemble des familles monoparentales du département (91,5 % contre 78,8 %).

Les personnes seules constituent le type de ménage le plus présent au sein des **quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)**. Pour autant, dans les QPV, 45,8 % des foyers allocataires du RSA sont constituées d'une personne seule, soit une proportion inférieure à celle dans l'ensemble du département. À l'inverse, la part de familles monoparentales parmi les foyers allocataires du RSA est plus élevée dans les QPV (43,0 %) qu'à l'échelle départementale. Au sein des QPV, la pauvreté est en effet encore plus marquée parmi les familles monoparentales que parmi les personnes seules : dans le Cher, le taux de pauvreté est de 60,8 % pour les premières contre 37,6 % pour les secondes. ●

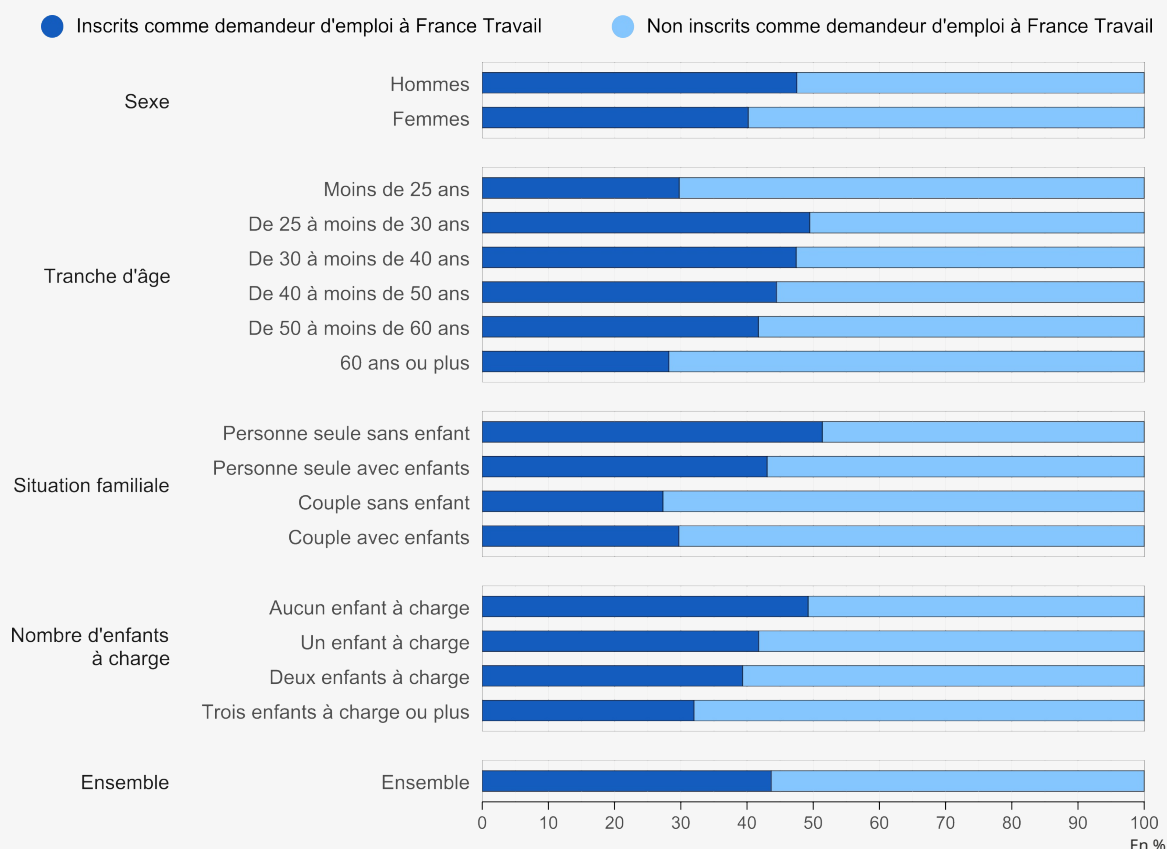
Olivier Diel, Audrey Plancq (Insee), Alexis Collard (Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités), Cyril Seguin (France Travail)

► 2. Part des bénéficiaires du RSA inscrits comme demandeur d'emploi à France Travail par territoire de compétences de comité local pour l'emploi dans le Cher



Champ : Bénéficiaires du RSA du Cher hors droits suspendus et hors mutualité sociale agricole (MSA) au 31 décembre 2024.
Sources : Dares, Midas – Traitements : Dares et Dreets Centre-Val de Loire.

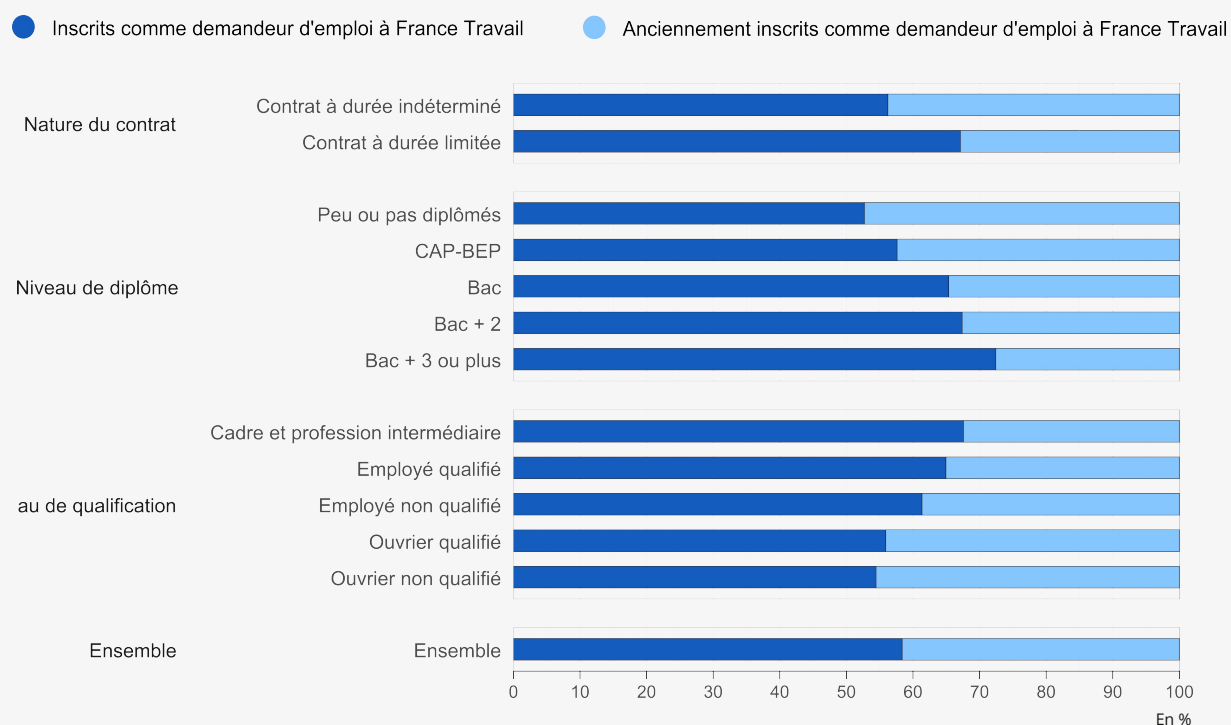
► 3. Part des bénéficiaires du RSA inscrits comme demandeur d'emploi à France Travail selon des caractéristiques socio-démographiques dans le Cher



Champ : Bénéficiaires du RSA du Cher hors droits suspendus et hors mutualité sociale agricole (MSA) au 31 décembre 2024.

Sources : Dares, Midas – Traitements : Dares et Dreets Centre-Val de Loire.

► 4. Part des bénéficiaires du RSA inscrits comme demandeur d'emploi à France Travail selon les critères de recherche d'emploi dans le Cher



Note : Les critères de recherche d'emploi correspondent au niveau du poste recherché lors de l'inscription à France Travail. Ils sont donc uniquement connus pour les bénéficiaires du RSA inscrits comme demandeurs d'emploi en décembre 2024 ou antérieurement.

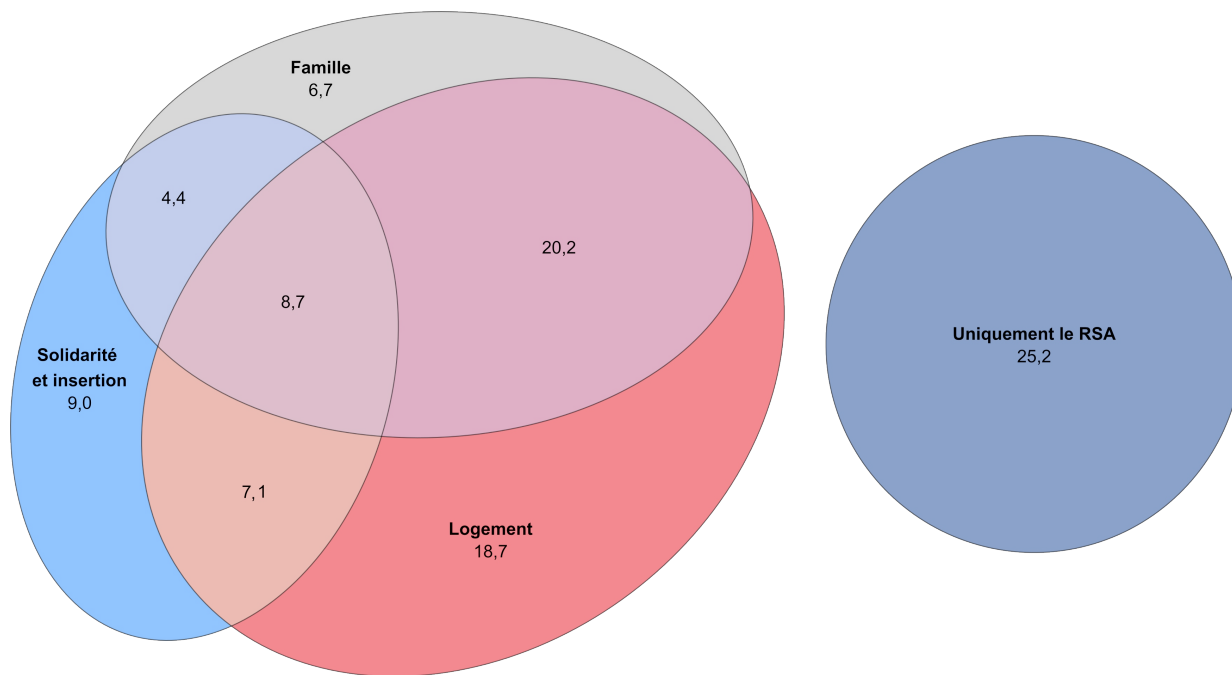
Champ : Bénéficiaires du RSA du Cher hors droits suspendus et hors mutualité sociale agricole (MSA), inscrits à France Travail en décembre 2024 ou antérieurement.

Sources : Dares, Midas – Traitements : Dares et Dreets Centre-Val de Loire.

► Encadré - La multi-allocation des foyers allocataires du RSA

Les bénéficiaires du RSA peuvent cumuler d'autres prestations des caisses d'allocations familiales (Caf). Dans le Cher, un quart (25,2 %) des foyers allocataires du RSA perçoivent uniquement le RSA. Au sein des QPV, cette part est plus faible (13,5 %) ► **figure**. Même si le RSA fait partie des **prestations de solidarité et d'insertion**, il n'est que rarement (9,0 % des foyers allocataires du RSA) complété par d'autres prestations de la même catégorie. Le cas le plus fréquent dans le Cher consiste à cumuler le RSA avec à la fois au moins une **aide au logement** et au moins une **prestation familiale**. Dans le département, 20,2 % des foyers allocataires du RSA perçoivent une telle combinaison d'aides. Cette part atteint 31,3 % au sein des QPV. La deuxième combinaison la plus courante est l'association du RSA avec uniquement des aides au logement (18,7 % des cas dans le département et 25,2 % au sein des QPV).

Part des foyers allocataires du RSA selon le cumul des types de prestations Caf dans le Cher (en %)



Lecture : Fin décembre 2024, 25,2 % des foyers allocataires du RSA du Cher perçoivent uniquement le RSA, 9,0 % perçoivent en plus une autre aide de solidarité et insertion, 18,7 % cumulent le RSA et au moins une aide au logement.

Champ : Cher. Allocataires du RSA au 31 décembre 2024.

Source : Fichiers Caf 2024.